

- TdG du vendredi 20 mars 2020

Les experts réclament des aides pour les PME

Suisse Au vu de l'ampleur et de la gravité de la pandémie au plan global, il y aura bien des faillites et des défauts de paiement.



Photo d'illustration. Image: Keystone

20.03.2020

Le message des économistes est très clair. La pandémie de coronavirus ne cesse de gagner du terrain et les PME suisses sont de plus en plus nombreuses à se trouver au bord du gouffre. Dans ce contexte, les mesures décidées par les autorités fédérales, avec pour l'heure un paquet d'aide de 10 milliards de francs, sont jugées très largement insuffisantes.

Raison pour laquelle les patrons de PME auront les yeux rivés cet après-midi sur le Conseil fédéral, qui devrait annoncer de nouvelles décisions. «Les mesures actuelles ne vont pas permettre aux PME de s'en sortir, car il faudrait agir du côté de la demande sur le marché des produits, à travers une forte augmentation des dépenses publiques - bien au-delà de celles liées à la santé», estime Sergio Rossi, professeur à l'Université de Fribourg, où il dirige la chaire de macroéconomie et d'économie monétaire.

A titre de comparaison, l'Allemagne a annoncé la création d'un fonds de 500 milliards d'euros pour protéger ses entreprises de la faillite, indique le magazine *der Spiegel* ce vendredi. Selon

les estimations du Ministère allemand des Finances, l'aide pourrait même aisément atteindre les 700 milliards d'euros.

Avec l'objectif d'inciter les banques européennes à maintenir, ou relancer, les prêts aux entreprises en priorité, la BCE va de son côté injecter 750 milliards d'euros dans les marchés, alors que par comparaison la BNS a décidé jeudi de ne quasiment pas bouger sur sa politique monétaire.

Besoin de mesures immédiates

Le cri d'alarme des PME helvétiques vibre de plus en plus fort. A l'image de l'Association Startup Politik, basée à Winterthour, qui exige dans un communiqué que des mesures immédiates soient prises par Berne et les cantons. L'Association suisse des patrons boulanger-confiseurs (BCS), qui se bat pour la survie de ses membres, a également lancé un appel au secours.

En comparaison mondiale la Suisse est un pays riche, avec une caisse de chômage dotée de plus de 2 milliards de francs, note Fredy Greuter, responsable communication de l'Union patronale suisse.

De son côté, Jean-François Rime, président de l'Union suisses des arts et métiers (USAM), remarque que certaines banques vont sans doute supprimer les amortissements semestriels sur les crédits hypothécaires ou les crédits aux PME. Pour Sergio Rossi, «les banques ne peuvent pas faire grande chose en l'état, sauf repousser les délais de remboursement des crédits bancaires octroyés aux PME, dans la mesure où cela ne pose pas de problèmes de liquidité aux banques elles-mêmes».

L'expert de l'Université de Fribourg a précisé qu'«il y aura bien des faillites et des défauts de paiement, au vu de l'ampleur et de la gravité de la pandémie au plan global. Il s'agit d'une nouvelle crise systémique pour laquelle les politiques monétaires ne peuvent rien faire toutes seules.»

«Il faut une véritable relance par des dépenses publiques coordonnées à travers les différents niveaux de gouvernement (Confédération et Cantons). Si cela a lieu, la banque centrale doit pouvoir acheter les titres de la dette publique sur le marché primaire. En Suisse, au vu du rendement négatif des obligations de la Confédération, c'est avantageux pour l'Etat de s'endetter», a-t-il suggéré.

Dans ce contexte, Sunrise a anticipé les difficultés de trésorerie des petites et moyennes entreprises et des indépendants en étendant à trois mois les délais de paiement des factures. (ats/nxp)

Créé: 20.03.2020, 14h19